



Conseil économique et social

Distr. générale
11 mars 2013
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2013

20-29 mai et 7 juin 2013

**Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général

Additif

13-25540X (F)



Merçi de recycler



Table des matières

	<i>Page</i>
1. Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women	3
2. Réseau chinois d'ONG pour les échanges internationaux	4
3. Association genevoise pour l'alimentation infantile	6
4. Global Ecovillage Network	8
5. Grupo Ecológico Sierra Gorda	9
6. Conseil international du droit de l'environnement	11
7. Association internationale pour l'aide aux prisonniers	13
8. Association internationale de psychologie scolaire	15
9. Organisation japonaise pour la coopération internationale en matière de planification familiale	16
10. Nigerian Army Officers' Wives Association	18
11. Red de Educación Popular entre Mujeres	19
12. Union Arabischer Mediziner in Europa	21
13. Alliance mondiale en faveur de l'allaitement maternel	22
14. Association mondiale des grandes métropoles	24
15. Organisation mondiale de la famille	26

1. Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

L'Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women (Centre de recherche et de ressources Asie-Pacifique pour les femmes – ARROW) est une organisation non gouvernementale de femmes à but non lucratif basée à Kuala Lumpur, fondée en 1993 conjointement par Rashidah Abdullah et Rita Raj.

Objectifs, mission et principales activités

ARROW œuvre à la promotion et à la défense des droits et des besoins des femmes, notamment dans les domaines de la santé et de la sexualité, et engage ses organismes à revendiquer ces droits.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre a participé aux manifestations suivantes : quarante-cinquième session de la Commission de la population et du développement (avril 2011 à New York), quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (mai 2011, Turquie), atelier préalable organisé par la Société internationale pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour la population (juillet 2011), Global Young Parliamentarians' Dialogue (Dialogue avec l'ensemble des jeunes parlementaires des États-Unis d'Amérique – novembre 2011), Forum asiatique de parlementaires sur la population et le développement et Division de l'information et des relations extérieures, Fonds des Nations Unies pour la population (New York).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

ARROW a notamment participé aux niveaux régional et international aux manifestations des Nations Unies suivantes : 1) la réunion de planification interne annuelle du Fonds des Nations Unies pour la population pour l'Asie et du bureau régional du Fonds des Nations Unies pour la population pour l'Asie et le Pacifique (février 2010, Thaïlande), au cours de laquelle ARROW a fait une présentation sur les lacunes qui restent à combler aux fins de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et a formulé des recommandations au Fonds des Nations Unies pour la population concernant les priorités à aborder d'ici 2014. Cette présentation a été accueillie favorablement par les responsables de 19 bureaux de pays dans la région Asie-Pacifique; 2) la consultation mondiale du Fonds des Nations Unies pour la population et de ses ONG partenaires (février 2010, États-Unis d'Amérique), au cours de laquelle ARROW a présenté l'Appel à l'action de Berlin lancé à l'occasion du Forum mondial des ONG en septembre 2009 pour le compte du Groupe de pilotage. ARROW a également préconisé un examen d'ensemble de la mise en œuvre de la Conférence internationale sur la population et le développement au niveau mondial avant 2015 et a réclamé une meilleure représentation du Sud dans le cadre de processus similaires; 3) les réunions du bureau Asie-Pacifique du Fonds des Nations Unies pour la population et de la division technique (février 2010, New York), lors desquelles ARROW a fait une présentation destinée aux fonctionnaires du Siège de l'Organisation des Nations Unies lors de leur réunion

casse-croûte sur le financement de la Conférence internationale de la population et le développement 15 ans après. Un « webinaire » (séminaire d'information se déroulant en direct sur Internet) réalisé lors de cet événement est désormais disponible pour l'ensemble des fonctionnaires du Fonds des Nations Unies pour la population à travers le monde; 4) ARROW a présenté une communication à l'occasion d'un débat électronique du Réseau du développement humain Asie-Pacifique du Programme des Nations Unies pour le développement (APHD-Net), sur la population, les changements climatiques et le développement (février-juillet 2010), dans laquelle elle a préconisé d'adopter une approche d'autonomisation de la femme, fondée sur le respect des droits et axée sur les personnes aux fins de la lutte contre les changements climatiques; 5) lors de la quarante-troisième session de la Commission de la population et du développement (avril 2010, New York), ARROW a signé une déclaration soumise par le Centre for Health Policy and Innovation (Centre de l'innovation et de la politique en matière de santé) avec de nombreuses autres organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. Cette déclaration qui a fait l'objet d'une lecture lors du débat général sur l'avenir du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, met en exergue le bien-fondé de la décision de l'Assemblée générale de convoquer au cours de soixante-neuvième session, une session extraordinaire qui permettra d'évaluer la mise en œuvre du Programme d'action. Elle sollicite la pleine participation de la société civile à cet événement. 6) lors de la Conférence mondiale de la Jeunesse du Fonds des Nations Unies pour la population et du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (août 2010, Mexique), ARROW a fait part des résultats de son Dialogue régional sur la jeunesse à l'occasion de sa session plénière; 7) lors de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement (septembre 2010, New York), ARROW et des partenaires nationaux ont participé à différents groupes parallèles enrichissants et utiles en termes d'élaboration de réseaux et de stratégies; 8) elle a adressé un courrier au nouveau responsable de ONU-Femmes, dans lequel elle invite 22 pays partenaires d'Asie-Pacifique à envoyer un courrier conjoint à la Secrétaire générale adjointe chargée de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Michelle Bachelet.

2. Réseau chinois d'ONG pour les échanges internationaux

Statut consultatif général : 2008

Contribution de l'Organisation aux activités des Nations Unies

1) Le Réseau a organisé les 28 et 29 avril 2008 la troisième Conférence du Réseau régional informel ONU-ONG/Asie et Pacifique en collaboration avec la Section des ONG du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, à Beijing, sur le thème « Développement durable et jeux olympiques verts ». 2) Le Réseau, les membres de son groupe et 17 autres ONG chinoises ont adressé dans le cadre de l'Examen périodique universel, des rapports sur la Chine, au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Le résumé établi par le HCDH, à l'occasion de la quatrième session (2-13 février 2009) ((A/HRC/WG.6/4/CHN/3), 16 décembre 2008, mentionne la suggestion et l'avis formulés par le Réseau et les membres de

son groupe. 3) Le 9 février 2009, le Réseau a assisté à la quatrième session du Groupe de travail sur l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme au Palais des Nations, à Genève; il a entendu l'exposé prononcé par le chef de la délégation chinoise, ainsi que les recommandations d'autres délégations sur le rapport sur les droits de l'homme de la République populaire de Chine. Le Groupe de travail de l'examen périodique universel a approuvé à l'unanimité, le 11 février, le rapport de la Chine. Les représentants du Réseau étaient présents du 9 au 12 février. 4) Le 11 juin 2009, le Réseau a participé à l'examen périodique universel du rapport sur la Chine organisé au Palais des Nations de Genève, à l'occasion de la onzième session du Conseil des droits de l'homme, au cours de laquelle un représentant du Réseau a formulé un avis objectif sur la politique en Chine en matière de droits de l'homme et appelé le Gouvernement et la société civile à se pencher plus particulièrement sur le cas des enfants laissés seuls dans les villages lorsque leurs parents migrent vers les villes pour chercher du travail et a salué la pertinence du mécanisme de l'examen périodique universel.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

1) Participation du Réseau aux sessions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies : des représentants du Réseau et les membres de son groupe ont pris part à la septième session, du 9 au 14 mars 2008, à la dixième session, du 2 au 17 mars 2009, à la treizième session, du 8 au 14 mars 2010 (Genève) et à la seizième session, du 8 au 19 mars 2011 (Genève). 2) Participation du Réseau à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques : des représentants du Réseau ont pris part à la quinzième Conférence des Parties (Copenhague) du 7 au 12 décembre 2009, à la seizième Conférence des Parties (Cancun, Mexique) du 29 novembre au 5 décembre 2010, à la dix-septième Conférence des Parties (Durban, Afrique du Sud), du 28 novembre au 3 décembre 2011. 3) Participation du Réseau aux Conférences annuelles du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales : des représentants du Réseau ont pris part à la soixante et unième Conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (Paris), du 3 au 5 septembre 2008, à la soixante-deuxième session de la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, réunie à Mexico, sur le thème « Pour la paix et le développement : désarmons maintenant! », du 9 au 11 septembre 2009, à la soixante-troisième Conférence (Melbourne, Australie), du 28 août au 2 septembre 2010. Le Réseau a prononcé des discours lors de tables rondes et a participé à des débats à l'occasion de manifestations parallèles sur la transplantation d'organes humains et la santé publique; des représentants du Réseau ont participé à la soixante-quatrième Conférence (Bonn), du 3 au 5 septembre 2011. 4) Le Réseau a également participé aux manifestations suivantes : le Secrétaire général et d'autres représentants du Réseau ont pris part au débat de haut niveau du Conseil économique et social et ont activement participé aux séminaires sur le développement des ONG et prononcé un discours lors d'une manifestation parallèle organisée par l'Organisation mondiale de la famille et ils ont été reçus par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

1) Le Réseau et le secrétariat du Forum des peuples d'Asie et d'Europe ont parrainé conjointement le septième Forum populaire Asie-Europe, du 13 au 15 octobre 2008 (Beijing). Plus de 500 délégués nationaux et étrangers ont participé à la conférence et ont débattu de thèmes tels que la justice sociale, la protection de l'environnement et d'autres objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies. Enfin, la Déclaration finale a été adoptée. Le Réseau a accueilli le douzième Sommet mondial des femmes du 20 au 22 mai 2010 (Beijing). Près d'un millier de délégués provenant de plus de 30 pays ont participé à ce Sommet et débattu de l'autonomisation des femmes, de l'éducation et de l'égalité des sexes. 3) Au cours de la période 2009-2011, les équipes du Réseau se sont rendues au Zimbabwe, au Malawi, en Afrique du Sud et au Soudan afin de mettre en œuvre différents projets visant à renforcer les moyens de subsistance, notamment des projets de puits, un projet d'opération de la cataracte, un projet de formation et de prévention du sida et un projet de zone agricole pilote, aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique et de la réduction de la pauvreté sur le continent. 4) Le Réseau a organisé le premier Forum des peuples de Chine et d'Afrique, du 30 août au 1^{er} septembre (Nairobi), en collaboration avec le Comité directeur de l'ONG Kenya sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Ce forum est devenu une manifestation régulière aux fins des échanges entre les peuples de Chine et d'Afrique.

3. Association genevoise pour l'alimentation infantile

Statut consultatif spécial : 2008**Introduction**

Installée à Genève et faisant partie du Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile, l'Association genevoise pour l'alimentation infantile vise à protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement maternel, conformément aux normes établies par l'Organisation mondiale de la Santé, le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et les instruments des droits de l'homme des Nations Unies. Elle fait office d'interface entre le Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile et les organisations du système des Nations Unies.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association a contribué aux activités de l'Organisation des Nations Unies ci-dessous : auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé : en 2008-2010 : résolutions relatives à la protection de l'allaitement maternel; en 2009 : négociations relatives à un nouvel indicateur aux fins des Statistiques sanitaires mondiales « les enfants nourris exclusivement au sein au cours des six premiers mois »; en 2009/2010 : protection de l'allaitement maternel (Organisation Mondiale de la Santé) « Ensemble de recommandations concernant la commercialisation des produits alimentaires destinés aux enfants »; en 2010 : collaboration portant sur « les directives relatives au VIH et à l'alimentation des nourrissons » et les questions et les réponses s'agissant notamment de « l'allaitement au sein exclusivement pour les nourrissons jusqu'à 6 mois » comme solution stratégique

pour améliorer la santé, par le biais du Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant dans la Stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants; en 2011 : collaboration au « plan d'application sur la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant »; collaboration à la publication des Nations Unies intitulées « HIV and Infant Feeding : Framework for Priority action » (VIH et alimentation des nourrissons : cadre pour une action prioritaire); engagement clé dans la réforme de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Après de la Convention relative aux droits de l'enfant : en 2008-2011, toutes les sessions : l'Association a adressé des rapports « officiels » supplémentaires sur la protection de l'allaitement maternel au Comité des droits de l'enfant, en plaidant cette cause auprès du Comité, qui ont abouti à la formulation de recommandations pertinentes : en 2011 : participation au projet des observations générales de la Convention relative aux droits de l'enfant, portant sur le « droit à la santé de l'enfant » et sur les « affaires et les droits de l'enfant »; en 2011 : participation à la coordination intercomités entre la Convention des droits de l'enfant/le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur le droit à une nourriture suffisante; auprès de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : en 2010 : le Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile a adressé des rapports parallèles à la Convention des droits de l'enfant; auprès du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; en 2011 : une contribution aux observations générales sur le droit à la santé en matière de sexualité et de procréation; en 2011 : le Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile a adressé des rapports officiels à la Convention des droits de l'enfant; auprès de l'UNICEF : en 2008-2011 : étroite collaboration avec les bureaux de New York et de Genève sur toutes les questions, notamment la mise en œuvre et l'élaboration du Code international, la législation nationale, les conflits d'intérêts, les partenariats et les violations du Code international; auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; en 2008 – 2009 : politique en matière de VIH et alimentation des nourrissons; en 2009-2010 : information sur les parrainages et activités de plaidoyer; auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies; en 2011 : participation au projet de Déclaration politique de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association a notamment participé aux réunions suivantes : en 2008, Comité exécutif de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'Assemblée mondiale de la Santé; en 2009, Comité exécutif de l'Organisation mondiale de la Santé et Conseil des droits de l'homme de l'Assemblée mondiale de la Santé; dans les Émirats arabes unis, en 2010 : Comité exécutif de l'Organisation mondiale de la Santé, Comité mixte d'experts FAO/OMS pour réviser les aspects toxicologiques et de la santé de Bisphénol A; Comité de la Convention des droits de l'enfant : réunion d'information; en 2011 : Comité exécutif de l'Organisation mondiale de la Santé, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation de l'Assemblée mondiale de la Santé.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association a collaboré de la manière suivante : Assemblée mondiale de la Santé : résolutions relatives à l'alimentation des nourrissons : 2008/61.20, 2010/63.23;

participation à l'élaboration de différents documents officiels portant sur les questions de santé et de nutrition; Comité de la Convention des droits de l'enfant : recommandations en matière d'allaitement maternel en 2008-2011; Organisation internationale du Travail (OIT) : depuis 2009, élaboration conjointe de documents pédagogiques sur la protection de la maternité; Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes : depuis 2010, rédaction de rapports officiels, recommandations relatives à la Convention des droits de l'enfant; Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés : en 2008, 2009, 2010/Haïti, élaboration de documents sur le VIH et l'alimentation des nourrissons dans les situations d'urgence; activités de conseil sur les directives à suivre en cas de conflit d'intérêts; Section de la nutrition du Comité permanent interorganisations des Nations Unies aux fins de la coordination de l'action humanitaire : en 2008, directives; UNICEF; en 2008-2011, mise en œuvre du Code, conflits d'intérêts, situations d'urgence; Rapporteur spécial sur le droit à la santé et à l'alimentation : 2010-2011 : activités de plaidoyer.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Initiatives entreprises par l'organisation : en 2008, Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile/Alliance mondiale en faveur de l'allaitement maternel : lancement de l'initiative mondiale de promotion de l'allaitement maternel pour la survie des enfants aux fins de la réalisation des objectifs 4 et 5 du Millénaire pour le développement.

4. Global Ecovillage Network

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Global Ecovillage Network (Réseau mondial des écovillages) est une organisation qui chapeaute les écovillages de toutes tailles et structures organisationnelles à travers le monde. Il compte des bureaux décentralisés sur trois continents et couvre l'ensemble du globe grâce à son réseau et à ses programmes d'éducation. Il inclut des villages et des quartiers durables dans des zones rurales et urbaines et une composante « jeunesse » importante qui étudie, vit et expérimente le développement durable au sein d'un écovillage.

Objectifs, mission et principales activités

Le Global Ecovillage Network vise les objectifs suivants : soutenir le développement d'écovillages à travers le monde; faciliter la diffusion des informations sur les concepts et les pratiques des écovillages et les sites pilotes; établir des réseaux puissants d'écovillages aux niveaux international, national et régional et créer une structure organisationnelle capable de relier les écovillages et les programmes au niveau local en un mouvement participatif puissant à l'échelle mondiale; promouvoir la transformation de l'habitat humain et renforcer la durabilité à travers les approches adoptées au niveau de l'ensemble du système, intégrant l'écologie, l'éducation, la prise de décision participative, les entreprises et les technologies vertes; fournir des exemples pratiques de la mise en œuvre d'Action 21 : Programme d'action pour un développement durable; soutenir les

activités visant à créer un esprit de communauté; jeter un pont entre les différences culturelles, favoriser le dialogue et élaborer des outils qui favoriseront une communication non violente aux fins de l'instauration d'un esprit communautaire, allant du processus décisionnel par consensus à l'organisation de réunions et de forums et à la résolution de conflits; proposer des activités de formation régulières aux visiteurs, étudiants et internes intéressés par le développement durable à travers des programmes destinés aux hôtes et une série de cours et d'ateliers sur les enjeux liés à l'Action 21; établir des partenariats et collaborer avec des organisations et des personnes qui partagent la vision du Global Ecovillage Network.

Changements à signaler : l'élection de Kosha Joubert (Écosse) en la qualité de Présidente du Conseil en juin 2012. Giovanni Ciarlo reste l'administrateur du Conseil économique et social des Nations Unies pour le Global Ecovillage Network.

Contributions à des activités des Nations Unies

Par l'intermédiaire de son organisation partenaire, Gaia Education, le Réseau a publié des supports pédagogiques et promu des formations complètes qui visent à soutenir et à promouvoir la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable et les éléments de formation de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions sur la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en 2009, à Copenhague et en 2010, à Cancun (Mexique).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a dispensé une formation sur la conception au service de la durabilité afin d'atteindre plusieurs objectifs du Millénaire pour le développement, notamment, la production alimentaire, la suppression de la pauvreté et l'autonomisation de la femme.

5. Grupo Ecológico Sierra Gorda

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Le Grupo Ecológico Sierra Gorda (GESGIAP) a été créé en 1987 par un groupe d'habitants locaux de la Sierra Gorda du Querétaro, au sein de l'une des régions les plus diversifiées du point de vue écologique et les pauvres du Mexique. L'organisation a démontré que tout projet de conservation, de protection de la biodiversité et de développement durable peut être couronné de succès à condition de reposer sur une stratégie sociale qui engage la société et de pouvoir compter sur l'appui d'une alliance avec le Gouvernement et le secteur privé, ainsi que la possibilité de procéder à des améliorations concrètes. Au cours des 25 dernières années, l'organisation a suivi cinq lignes d'action stratégiques : l'éducation en vue du développement durable, la diversification de la production, la régénération des

sols, la gestion et la conservation, ainsi que la mobilisation des fonds et les relations publiques.

Objectifs, mission et principales activités

L'objectif, à terme, est de protéger le capital naturel des changements climatiques et de promouvoir le modèle participatif de la Sierra Gorda au sein des zones naturelles protégées du Mexique. Par conséquent, l'organisation poursuit les quatre objectifs principaux suivants : 1) consolider la culture participative de protection et de respect de la nature aux niveaux local et national au sein des zones naturelles protégées; 2) cultiver le savoir, créer des outils et mener des actions afin de renforcer les mesures d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques sur les écosystèmes de la région; 3) lutter contre la pauvreté à travers la consolidation de l'économie de conservation; 4) renforcer les capacités des femmes dans la Sierra Gorda à élargir leur horizon et réduire l'écart entre les sexes. L'organisation est motivée par la consolidation d'un modèle de gestion de conservation participative susceptible de créer un précédent dans l'adoption de mesures de conservation comme mode de vie. Chaque année, les populations locales engagées dans des activités respectueuses de l'environnement générées par l'organisation, perçoivent 33 millions de pesos, développant ainsi une véritable économie dans laquelle les valeurs de la nature sont monétisées au profit des propriétaires forestiers locaux.

L'organisation a conféré à ses lignes d'action un caractère de continuité et a surmonté les obstacles parsemés sur son chemin et, au terme du projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), elle est parvenue à maintenir la synergie créée et à renforcer les outils et les activités de l'organisation. Elle a également élaboré des stratégies aux fins du financement de ses dépenses de fonctionnement à travers ses produits éducatifs et touristiques, ainsi que les compensations carbone aux niveaux national et international. L'organisation a permis de mettre sur pied cinq autres organisations de la société civile chargées de mettre en œuvre la riche palette d'activités de conservation participative : Bosque Sustentable, A.C., Productos y Servicios Sierra Gorda, S.A. de C.V., Centro Tierra Sierra Gorda, Joya del Hielo, A.C. et Viva Sierra Gorda. L'organisation s'efforce actuellement d'ériger Sierra Gorda en destination touristique grâce aux financements de la Banque interaméricaine de développement. L'objectif est d'intégrer le classement des 100 premières destinations écologiques.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 1995, l'organisation a été sélectionnée parmi les projets du programme Action 21 du PNUD; à cette époque, elle avait déjà œuvré au cœur des communautés, en menant ces activités pendant huit ans et en élaborant cette base de capital social. Elle a fait campagne depuis ces communautés afin que soit adopté un décret fédéral pour la région, puis, elle a reçu un financement de la part du FEM aux fins de la mise en œuvre complète du plan de gestion de la réserve. L'évaluation finale a établi que les résultats du projet étaient remarquables.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2011 et 2012, l'organisation a participé, respectivement, à la quinzième session de la Commission du développement social et à la troisième réunion

intersessions de la Commission pour le développement durable. Ces deux visites visaient à inclure la Sierra Gorda sur la feuille de route des responsables de haut niveau au niveau international, en particulier, dans les cercles de développement durable.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Elle repose sur le financement pendant huit ans d'activités du FEM, gérées par le PNUD, exploitées par la Commission nationale des zones naturelles protégées du Mexique et exécutées par l'organisation ainsi que Bosque Sustentable (gestion durable des forêts). Cette coopération a permis à la région de renforcer ses capacités, ses infrastructures et sa valeur économique aux fins des services environnementaux en faveur des forêts. L'organisation a également conclu un accord avec les bureaux de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable de l'UNESCO; elle est également un pionnier dans l'utilisation de ces éléments pour dispenser un enseignement en langue espagnole, ce qui est un atout précieux puisqu'il peut servir de formation pour les enseignants en poste dans les écoles publiques. Cette initiative a généré une participation massive de la part des établissements scolaires et a jeté un pont entre la maison et la communauté.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation comprend l'urgence et la nécessité de la situation actuelle, où les problèmes sociaux et environnementaux sont liés et leur confère une valeur intrinsèque les uns par rapport aux autres. Elle ne peut pas formuler de solution sans adopter d'approche globale pour traiter ces deux aspects. Par conséquent, lorsque l'organisation a élaboré son Plan stratégique pour la période 2010-2014, elle a pris en compte les objectifs du Millénaire pour le développement suivants : réduire l'extrême pauvreté et la faim, soutenir l'environnement et promouvoir l'organisation à travers le monde.

6. Conseil international du droit de l'environnement

Statut consultatif général : 1973

Introduction

Le Conseil international pour le droit de l'environnement (CIDE), a été fondé en 1969, en tant qu'organisation d'intérêt public, afin de promouvoir l'échange et la diffusion d'informations sur les aspects juridiques, administratifs et politiques de la sauvegarde de l'environnement et du développement durable, de soutenir de nouvelles initiatives dans ce domaine et d'encourager les conseils et l'assistance par le biais de son réseau.

Composé de 227 personnes et 17 sociétés membres, dans 10 régions sur tous les continents, le CIDE est dirigé par un conseil des gouverneurs (gouverneurs internationaux et deux gouverneurs régionaux, élus par chacune des 10 régions). Le conseil élit deux gouverneurs exécutifs, ainsi que des personnes et institutions proposées pour affiliation au CIDE.

Objectifs, mission et principales activités

Le CIDE se concentre sur la collecte et la diffusion de documents concernant la législation et les politiques environnementales internationales, régionales et locales. Pour améliorer l'accès à l'information et élargir les contacts entre les avocats environnementaux, le CIDE a également entamé la création d'un réseau plus vaste d'associations, institutions et établissements universitaires. Ce réseau est actif dans le domaine des politiques et du droit de l'environnement, au profit du développement, de la négociation, de la révision et de la mise en œuvre de l'Agenda 21, des objectifs du Millénaire pour le développement, les accords multilatéraux sur l'environnement existants et la gestion internationale de l'environnement.

Contribution à des activités des Nations Unies

En guise de principale contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies, le CIDE fait soigneusement rapport des activités des Nations Unies liées à l'environnement dans la publication *Environmental Policy and Law: The journal for decision-makers*. Le CIDE a publié 24 numéros de ce périodique dédié à l'élaboration, la négociation et la mise en œuvre de l'Agenda 21, des objectifs du Millénaire pour le développement, des accords multilatéraux sur l'environnement et de la gouvernance environnementale internationale. Plus de 180 articles et rapports ont été publiés à cet effet.

Le CIDE a publié plus de 250 fascicules dans la publication « International Protection of the Environment: Conservation in Sustainable Development ». Il s'agit de la seule source complète de déclarations, décisions et autres instruments importants de « droit souple » en matière d'environnement des Nations Unies (y compris toutes les résolutions de l'Assemblée Générale relatives à l'environnement), des organismes familiaux et autres organismes internationaux importants.

Le CIDE a ajouté plus de 40 suppléments à la série des fascicules intitulés « International Environment Law: Multilateral Treaties ». Cette publication compte plus de 350 instruments en anglais, en français et (le cas échéant) en allemand ou en espagnol. Elle retrace la signature, l'accession et la ratification de tous les traités relatifs à l'environnement en collaboration avec la Section des traités des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le CIDE a participé dans la mesure du possible et du nécessaire aux réunions suivantes : soixante-troisième/soixante-sixième sessions de l'Assemblée générale; seizième/dix-neuvième sessions de la Commission du développement durable; dixième et onzième sessions extraordinaires du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Conseil d'administration et Forum ministériel mondial sur l'environnement; vingt-cinquième et vingt-sixième sessions du Conseil d'administration du PNUE; toutes les conférences des parties des accords multilatéraux sur l'environnement, en particulier concernant les points à l'ordre du jour relatifs au droit, aux politiques, à la gestion de l'environnement et au développement durable.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le CIDE a été représenté auprès des organismes suivants : le Siège de l'Organisation des Nations Unies, l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Vienne, la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique pour l'Europe, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Cour internationale de Justice (CIJ), le Tribunal international du droit de la mer.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En coopération avec l'Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) et la Commission du droit de l'environnement, le CIDE a présenté la troisième version modifiée du texte aux États Membres des Nations Unies, à l'occasion de la Réunion de haut niveau organisée à titre de contribution à l'Année internationale de la biodiversité qui s'est tenue le 22 septembre 2010 lors de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale. Une traduction à jour du Pacte en allemand, italien et espagnol a été réalisée au cours de la période considérée. Depuis l'adoption de la Convention par la Conférence de l'Union africaine en 2003 à Maputo, le CIDE, après avoir participé à la rédaction du texte, a continué, au cours de la période, à collaborer avec les Nations Unies et l'Union africaine aux fins de la ratification de celui-ci.

Le CIDE, en collaboration avec l'Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) et le Centre du droit de l'environnement de l'UICN (UICN-ELC), le CIDE tient à jour ce qui est sans doute la plus vaste collection du monde de documents relatifs aux politiques et au droit de l'environnement (traités internationaux, instruments supranationaux, législations nationales, droit souple, littérature et documents des organisations internationales, particulièrement du système des Nations Unies). En partenariat avec la FAO, l'UICN et le PNUE, les références des documents sont encodées dans la base de données informatisée du Service d'information sur le droit de l'environnement (ECOLEX), le portail du droit de l'environnement.

7. Association internationale pour l'aide aux prisonniers

Statut consultatif spécial : 1964

Introduction

L'Association internationale pour l'aide aux prisonniers est une organisation à but non lucratif fondée en 1950 à Milwaukee, Wisconsin (États-Unis). L'Association est une organisation de défense et de promotion dont le but est de promouvoir les droits de l'homme, les affaires humanitaires, la santé et la prévention de la criminalité des personnes incarcérées.

Objectifs, mission et principales activités

L'Association internationale pour l'aide aux prisonniers œuvre en vue de relever les normes en matière de soins de santé dans les prisons et les lieux de détention et de justice réparatrice, par le travail de la mission humanitaire à Haïti et par les activités permanentes sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus des Nations Unies. L'objectif premier de l'Association est de promouvoir les normes mondiales en matière de soins de santé dans les établissements pénitentiaires.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation n'a pas participé régulièrement aux travaux du Conseil économique et social ou de ses organes subsidiaires. L'Association internationale pour l'aide aux prisonniers s'est attachée à mettre au point des normes internationales en matière de soins de santé dans les établissements pénitentiaires et à créer des organisations affiliées aux États-Unis en vue d'aider l'échange d'informations et l'établissement de meilleures pratiques pour les soins de santé dans les établissements pénitentiaires. Les représentants de l'Association continuent de recevoir des lettres de plainte et de demande d'aide de la part de personnes incarcérées partout dans le monde. Ils ont consacré leur temps et leur expérience en matière de soins de santé pour diverses organisations à but non lucratif, en particulier en matière de promotion du traitement humain des personnes incarcérées. L'association à but non lucratif « Health Through Walls » a reçu un soutien particulier de la part des représentants de l'Association. Les représentants de celle-ci ont pris contact par divers moyens avec les directeurs d'établissements pénitentiaires dans le monde, notamment en Écosse, en Irlande, en République tchèque, en Israël, au Canada et aux États-Unis. Les représentants de l'Association ont également évalué les besoins en matière de soins de santé des délinquants détenus dans des prisons ou des centres de détention à travers le monde.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Manifestations spécifiques auxquelles l'Association internationale pour l'aide aux prisonniers a notamment participé : réunions de l'Alliance internationale pour la prévention du crime et la justice pénale, organisées une fois tous les deux mois, au Siège des Nations Unies (New York). L'Association est un membre actif de l'Alliance et douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui s'est tenu au Brésil.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Comme mentionné ci-dessus, l'Association internationale pour l'aide aux prisonniers est un membre actif de l'Alliance internationale pour la prévention du crime et la justice pénale, dont le siège est situé dans la ville de New York.

8. Association internationale de psychologie scolaire

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

L'Association internationale de psychologie scolaire compte des membres sur cinq continents. Actuellement, la plupart des membres sont des psychologues scolaires exerçant en Amérique du Nord, en Europe ou en Océanie. Certains membres de l'Association internationale de psychologie scolaire sont des chercheurs en milieu universitaire, qui participent aux travaux de recherche en psychopédagogie (comité de la recherche de l'Association internationale de psychologie scolaire), à la formation et au développement professionnel continu des psychologues, des enseignants et des éducateurs.

Objectifs, mission et principales activités

Objectifs de l'Association : 1) promouvoir l'utilisation des principaux soins psychologiques dans le contexte de l'éducation partout dans le monde; 2) promouvoir la communication entre les professionnels engagés dans l'amélioration de la santé mentale des enfants à l'école; 3) encourager le recours à la psychologie scolaire dans les pays où elle n'est pas ou peu utilisée; 4) promouvoir les droits psychologiques de tous les enfants à travers le monde; 5) initier et encourager la coopération avec d'autres organismes travaillant pour des buts similaires à ceux de l'Association internationale de psychologie scolaire afin d'aider les enfants; 6) condamner toute discrimination d'ordre racial, religieux ou sexuel et recommander que les membres conduisent leur vie professionnelle suivant ce principe.

Changements à signaler : l'Association internationale de psychologie scolaire a adopté un nouveau code de déontologie en juillet 2011. Au cours de la même année, le premier Programme de psychologie scolaire a reçu l'accréditation de l'Association (Université du Nebraska à Kearney, États-Unis d'Amérique).

Contribution à des activités des Nations Unies

À ce jour, l'Association internationale de psychologie scolaire n'a pas disposé des ressources ni des moyens suffisants pour participer aux manifestations du Conseil économique et social organisées à New York. Toutefois, depuis 1990, l'Association est une ONG active au Siège de l'UNESCO à Paris. Le délégué de l'Association a assumé les fonctions de secrétaire du Comité de liaison de 2009 à 2011 et a participé aux conférences relatives à l'Éducation pour tous et à d'autres programmes. Il est secrétaire du Groupe de travail des ONG sur l'Éducation pour tous.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association a participé à environ 10 réunions au Siège de l'UNESCO à Paris entre 2008 et 2011. Elle a également participé à des réunions à Genève avec l'UNICEF et le Comité des droits de l'enfant, ainsi qu'à la soixante et unième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales en septembre 2008 et à la Conférence générale de l'UNESCO (2008 et 2010).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Les informations fournies ci-dessus s'appliquent aussi à la coopération avec des entités du système des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À travers ses activités dans le domaine de l'Éducation pour tous, l'Association internationale de psychologie scolaire continue de déployer tous ses efforts aux fins de la réalisation de l'Objectif 2 (Assurer l'éducation primaire pour tous) et de l'Objectif 3 (Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes).

Informations complémentaires

L'Association a soutenu le développement de la psychologie scolaire en Inde en 2010 et 2011 en participant à des conférences et à des formations et en établissant des contacts personnels. L'Association a organisé des conférences à Utrecht (Pays-Bas) en 2008, à Bugibba (Malte), en 2009, à Dublin (Irlande), en 2010 et à Vellore (Inde), en 2011. L'Association est venue en aide aux psychologues scolaires au Japon après le tsunami qui a frappé le pays en mars 2011, en fournissant des ressources et en mettant en place des processus de consultation aux fins de la gestion des crises. Des spécialistes du Centre de formation européen de la psychologie scolaire (European School Psychology Centre for Training), un prestataire de services agréés de l'Association internationale de psychologie scolaire, ont formé des centaines de psychologues scolaires, en Europe, y compris dans la Fédération de Russie, à la gestion des crises. Les psychologues scolaires ont joué un rôle crucial dans l'appui apporté aux enfants, aux parents et aux membres du personnel scolaire après d'événements traumatisants survenus dans l'enceinte de l'école, tels que la fusillade du collègue de Winnenden, en Allemagne.

Toutes ces activités de l'Association ont contribué à la réalisation des objectifs de l'Organisation des Nations Unies suivants : prévention de la violence, éducation pour tous, promotion de la santé mentale parmi les jeunes et les familles et développement économique et social. L'Association est également fortement impliquée dans l'initiative du Secrétaire général « L'éducation avant tout » et est prête à mettre à profit son expertise dans les domaines des soins dispensés aux jeunes enfants et de l'éducation préscolaire, de la formation des enseignants et des éducateurs et des interventions en situation de crise.

9. Organisation japonaise pour la coopération internationale en matière de planification familiale**Statut consultatif spécial : 2000****Introduction**

L'Organisation japonaise pour la coopération internationale en matière de planification familiale (OJCMPPF) se préoccupe des questions de population, de la santé procréative/des droits liés à la procréation, des femmes, de l'équité entre les sexes, des questions liées à la pauvreté, du développement communautaire, de la sensibilisation relative à ces questions, et d'autres domaines.

Objectifs, mission et principales activités

L'OJCMPPF contribue à l'amélioration de la santé et au développement des services sociaux. Grâce à la promotion de la coopération internationale dans les domaines de la population et des soins de santé, l'OJCMPPF vise à offrir aux individus à travers le monde, de manière à créer des sociétés au sein desquelles chacun peut bénéficier de services de soins de santé et des droits connexes tout au long de la vie : i) des informations sur les droits et la santé en matière de procréation, notamment, la planification de la famille, les soins de santé de la mère et de l'enfant et la prévention du VIH/sida et ii) la possibilité de choisir, librement et de leur propre initiative, un service de soins de santé.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'OJCMPPF en collaboration avec des institutions des Nations Unies, en particulier avec le Fonds des Nations Unies pour la population, l'Organisation a monté des programmes régionaux sur les droits et la santé en matière de procréation en Asie, en Afrique et en Amérique latine sous forme d'ateliers, de stages de formation et de séminaires, en tant qu'organisme d'exécution et d'agence de conseil pendant la période 2008-2011, aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement de l'accès universel à la santé de la procréation. L'OJCMPPF a fourni une expertise technique des projets dans les domaines de la communication pour le développement, de la santé maternelle et infantile et les droits et la santé en matière de procréation, mis en œuvre dans plus de 30 pays, à ce jour.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En tant qu'organisation dotée du statut consultatif ou en tant qu'organisation non gouvernementale représentant le Japon, l'OJCMPPF a participé et pris des initiatives relatives au secteur de la santé et de la population au nom des ONG japonaises, à des conférences et des réunions au cours de la période 2008-2011, notamment des réunions du Comité de la Commission de la population et du développement et des réunions/conférences relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement, au Japon et à l'étranger.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'OJCMPPF a fourni une expertise technique des projets dans les domaines de la communication pour le développement, de la santé maternelle et infantile et des droits et de la santé en matière de procréation, auprès du Fonds des Nations Unies pour la population et s'est efforcée de sensibiliser le Gouvernement japonais à l'importance d'apporter sa contribution à l'Organisation des Nations Unies. L'OJCMPPF, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population, a organisé, au cours de la période 2008-2011, en sa qualité d'organisme d'exécution et d'agence de conseil, des programmes régionaux sur les droits et la santé en matière de procréation en Asie et en Afrique sous forme d'ateliers, de stages de formation et de séminaires, portant sur la communication pour le développement et des projets de services de santé procréative axés sur la communauté.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En août 2008, l'OJCMPPF a organisé un groupe de travail pour la santé internationale lors du Forum des ONG du Sommet du Groupe des Huit, auquel 141 ONG ont participé. L'OJCMPPF a joué un rôle moteur pour Unit of Poverty and Development (l'Unité de pauvreté et de développement) (15 ONG) et a organisé la Campagne « Me Too » (Campagne « Moi aussi ») afin de sensibiliser les gouvernements présents aux objectifs du Millénaire pour le développement. L'OJCMPPF a envoyé un représentant pour la mission japonaise participant à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement afin de défendre les droits et la santé en matière de procréation. Les initiatives de sensibilisation de l'OJCMPPF aux fins de la promotion des objectifs du Millénaire pour le développement ont permis de confirmer l'engagement du Gouvernement japonais eu égard à sa contribution.

Informations complémentaires

L'OJCMPPF a œuvré dans le domaine de la population et du développement, notamment de la santé à l'échelle mondiale, depuis 1968. Elle a toujours joué le rôle d'ONG majeure aux fins de la promotion de la coopération internationale et de la contribution du Japon à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'OJCMPPF a reçu le Prix des Nations Unies en matière de population en 2001 pour sa contribution aux activités liées à la population et au développement depuis sa création.

10. Nigerian Army Officers' Wives Association

Statut consultatif spécial : 2008**Introduction**

Depuis sa création, la Nigerian Army Officers' Wives Association (Association des épouses d'officiers de l'armée du Nigéria) tend à compléter au premier plan les programmes de protection sociale du Gouvernement nigérian voire de l'Organisation des Nations Unies visant les femmes, les jeunes, les enfants et les personnes handicapées. Au fil des années, l'Association a largement contribué aux activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines de l'acquisition des compétences, de la construction d'établissements sanitaires et de la prestation de soins de santé auprès des communautés rurales, dans lesquelles, les femmes enceintes et les personnes âgées devaient, parcourir jusqu'alors entre 60 et 90 km pour se faire délivrer des médicaments, parfois au péril de leur vie, en raison du mauvais état des routes et du manque de véhicules adéquats.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des délégués de l'Association ont participé depuis 2008 à de nombreux séminaires, ateliers et tables rondes organisés sous l'égide des Nations Unies à New York et à Genève.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association a avancé à grands pas vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en accordant une priorité particulière aux soins de santé et à l'éducation. L'Association a bâti des centres de formation et des établissements scolaires primaires et secondaires à travers les six zones géopolitiques du Nigéria. S'il est généralement admis que les femmes sont reléguées au second plan, aussi louables et vastes que soient les objectifs du Millénaire pour le développement, leurs effets n'influent pas encore suffisamment sur certaines communautés rurales. L'Association a identifié des programmes d'éducation pour les filles afin de revoir les pratiques négatives qui constituent un frein à l'instauration de l'égalité des chances parmi les enfants.

11. Red de Educación Popular entre Mujeres

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

La mission du réseau de femmes Red de Educación Popular entre Mujeres (REPEM) vise à promouvoir l'autonomisation et la formation féministe des femmes vulnérables confrontées à la discrimination, l'inégalité et la pauvreté grâce au dialogue axé sur la justice sociale, ethnique, raciale et environnementale. L'organisation joue un rôle actif à travers l'Amérique latine et les Caraïbes depuis 1981 et compte parmi ses membres pas moins de 140 organisations de femmes. Le réseau des femmes REPEM est présent en Argentine, aux Honduras, en Bolivie, au Mexique, au Brésil, au Nicaragua, en Colombie, au Panama, à Cuba, au Paraguay, au Chili, au Pérou, en Équateur, à El Salvador, en Uruguay, au Guatemala et au Venezuela, pour ne citer que quelques pays.

Objectifs, mission et principales activités

L'organisation veille à ce que ses membres et le Comité de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits de la femme (CLADEM) continuent de poursuivre les mêmes objectifs. Elle articule ses actions autour des droits culturels, sociaux et économiques. Elle vise à accorder de l'importance aux droits des femmes en accord avec le Forum social mondial et le Forum social des Amériques. En sa qualité de membre du Forum social mondial, elle a conclu des alliances avec d'autres organisations de femmes, à la fois nationales et multilatérales, telles que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Pour promouvoir le droit à l'éducation aux fins du renforcement de l'autonomisation des femmes sur le plan social, politique et économique, l'organisation collabore avec le Conseil latino-américain d'éducation des adultes, le Conseil international d'éducation des adultes et la Campagne argentine pour le droit à l'éducation (Argentina Campaign for the Right to Education). REPEM fonde aussi ses actions sur les objectifs en matière d'Éducation pour tous définis à Dakar en 2000 et lors de la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFITEA), organisée en 2009 à Belém do Pará (Brésil). Le statut consultatif de

REPEM a permis de briser l'isolement de ses membres, de partager les méthodes pédagogiques et les informations auxquelles autrement ils n'auraient pas accès.

Contribution à des activités des Nations Unies

Contributions de l'organisation : supervision nationale et régionale des rapports pertinents et opportuns, établis par les gouvernements, à travers les secrétaires de la culture et de l'éducation, les comités nationaux de l'UNESCO et les comités préparatoires de l'éducation des adultes; participation à la Conférence régionale d'Amérique latine et des Caraïbes sur l'Alphabétisation en préparation de CONFINTEA VI « De l'alphabétisation à la formation tout au long de la vie : les défis du 21^e siècle ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants ont participé aux réunions suivantes : onzième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), qui s'est tenue au Brésil du 13 au 15 juillet 2009; quarantième Assemblée générale de l'Organisation des États américains, organisée à Lima, du 7 au 8 juin 2010; Suivi et évaluation de la réunion régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes : « De la parole aux actes : faire avancer l'agenda de CONFINTEA », qui s'est déroulée à Mexico, du 25 au 27 mai 2011. Participation à la réunion préparatoire intitulée « Consultation des organisations et des réseaux internationaux œuvrant en faveur des droits de la femme sur la Coopération au développement, les droits des femmes et l'égalité des sexes : c'est reparti ! Stratégies et visions féministes vers la réalisation des objectifs de Busan et au-delà » (International Women's Rights Organizations and Networks Consultation on Development Cooperation, Women's Rights and Gender Equality 'On the road again': Feminist visions and strategies towards Busan and beyond), organisée à Bruxelles, les 9 et 10 juin 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En vertu de l'Accord de coopération n° 003/2009, la REPEM collabore avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) aux fins de l'éducation pour un renforcement de l'articulation des réseaux et de l'esprit d'initiative des jeunes femmes. Elle a également étendu un projet de transformation sociale féministe, en élaborant un manuel de formation pour l'autonomisation des organisations et des groupes de jeunes femmes féministes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a été représentée lors de la manifestation intitulée « Éducation : au-delà des objectifs, 20 ans plus tard », organisée par le Comité de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits de la femme, dans le cadre de sa campagne en faveur d'un enseignement non sexiste, à Lima, du 14 au 16 octobre 2010.

12. Union Arabischer Mediziner in Europa

Statut consultatif spécial : 1996

Objectifs, mission et principales activités

Objectifs professionnels de l'organisation ARABMED : 1) réunir le plus grand nombre possible de médecins et de personnel médical arabes parmi les ressortissants arabes en Europe; 2) diffuser les résultats des recherches menées par les médecins arabes en Europe auprès de la communauté internationale; 3) promouvoir la coopération et l'amitié entre les médecins arabes en Europe et les universitaires médicaux dans les pays européens et arabes; 4) participer au développement des sociétés médicales dans le monde arabe et les aider à progresser dans la recherche médicale ou en rapport avec la santé; 5) renforcer les connaissances médicales des membres d'ARABMED en soutenant la recherche et la formation médicale continue; 6) promouvoir les relations professionnelles parmi les membres et les organisations de la profession médicale en Europe et dans le monde arabe; et 7) établir des relations amicales parmi les professionnels de la santé. Objectifs humanitaires de l'organisation : 1) collecter des médicaments et des dispositifs médicaux et les envoyer vers les régions touchées ou dans le besoin; 2) défendre publiquement les droits des peuples opprimés et les droits de l'homme; et 3) distribuer les dons en espèces et en nature aux personnes dans le besoin dans le monde arabe.

Contribution à des activités des Nations Unies

La plupart des activités menées par l'organisation sont compatibles avec les objectifs des ONG des Nations Unies. Le nouveau Comité porte un intérêt accru aux activités et au travail de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, le manque de moyens rend très difficile toute participation de représentants de l'organisation (tous les membres sont volontaires) aux réunions internationales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours des quatre dernières années, la participation d'ARABMED aux réunions de l'Organisation des Nations Unies a été limitée. Elle a participé à plusieurs manifestations de l'Organisation mondiale de la Santé, de la Ligue des États arabes et du Fonds des Nations Unies pour la population (voir ci-dessous). L'organe administratif qui vient d'être élu s'est engagé à renforcer la participation d'ARABMED aux réunions de l'Organisation des Nations Unies à l'avenir.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La plupart des activités répertoriées ci-dessus (sous le titre « Objectifs de l'organisation ») visent à soutenir directement les objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé, notamment, réduire la mortalité de l'enfant et améliorer la santé maternelle. En outre, ARABMED a pris les initiatives complémentaires suivantes : 1) participer à la création d'universités modernes dans le monde arabe en s'inspirant du système universitaire européen. L'objectif est de créer des universités de nouvelle génération capable d'accueillir et de traiter le patient de la meilleure façon possible en recourant aux dernières connaissances médicales et aux techniques de pointe, ainsi qu'aux pratiques de gestion les plus

modernes; 2) venir en aide aux médecins désireux de se spécialiser auprès d'un établissement médical en Europe; et 3) créer un prix spécial pour la recherche médicale.

13. Alliance mondiale en faveur de l'allaitement maternel

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

L'Alliance mondiale en faveur de l'allaitement maternel est un réseau mondial de particuliers et d'organisations qui se soucient de la protection, de la promotion et du soutien à l'allaitement maternel dans le monde entier.

Objectifs, mission et principales activités

L'objectif de l'Alliance est de favoriser un mouvement pour l'allaitement à la fois puissant et solidaire, capable d'agir au niveau des différents instruments internationaux afin de créer un cadre favorable pour les mères, en contribuant ainsi à l'amélioration sensible des pratiques en matière d'allaitement et d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.

La mission organisationnelle de l'Association est de protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement maternel à travers le monde dans le cadre des Déclarations Innocenti sur la protection, la promotion et l'encouragement de l'allaitement au sein (1990 et 2005) et de la Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, par le biais de l'établissement de réseaux et de la promotion d'efforts concertés aux fins de la mobilisation sociale, de la sensibilisation, de la diffusion des informations et du renforcement des capacités.

Changements à signaler : modification des statuts ou du règlement lorsque l'Association a modifié son statut juridique de fiducie pour devenir une société à responsabilité limitée par garanties, afin d'augmenter les possibilités de financement des donateurs.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Alliance mondiale en faveur de l'allaitement maternel a continué de promouvoir et de défendre les objectifs des Déclarations Innocenti sur la protection, la promotion et l'encouragement de l'allaitement au sein (1990 et 2005), et de la Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (2002), des instruments de l'OMS et de l'UNICEF adoptés par les Gouvernements et visant à réduire la mortalité infantile et à atteindre les objectifs connexes, à travers les campagnes de la Semaine mondiale de l'allaitement maternel et à adopter des mesures au niveau national (voir ci-dessous pour plus d'informations sur la Semaine mondiale de l'allaitement maternel).

Le statut de la Commission économique et sociale de l'Alliance incite aussi les partenaires du réseau (par ex., le Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile, l'Association genevoise pour l'alimentation infantile) à participer aux réunions du Comité des droits de l'enfant à Genève, en facilitant, dès lors, la présentation de rapports supplémentaires sur les progrès des pays eu égard à

l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant dans le cadre du droit de l'enfant à une nourriture suffisante et à des soins de santé adéquats.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Bien que la réduction des financements n'ait pas permis à l'Alliance de participer pleinement aux réunions de l'Organisation des Nations Unies au cours des quatre dernières années, l'Alliance a continué de superviser plusieurs processus clés tels que la Commission de la condition de la femme afin de donner suite à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing, en publiant des déclarations et en faisant part de son point de vue auprès des délégués de la Commission sur la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association coordonne la Journée internationale de la femme qui a lieu entre le 1^{er} et le 7 août chaque année et entretient des relations étroites, en particulier avec l'UNICEF et l'OMS aux fins de cette manifestation. L'Association a partagé des informations et des documents et a reçu des lettres d'appui émanant de l'UNICEF, de l'OMS et de l'Organisation panaméricaine de la santé, ainsi que des financements aux fins de la réalisation d'activités de la part de groupes nationales. La Journée internationale de la femme organisée par l'Alliance a également fait l'objet d'une promotion partagée sur les sites Web de l'Alliance, de l'UNICEF et de l'OMS.

En outre, l'Alliance déploie tous ses efforts lors des journées et anniversaires pertinents célébrés par le système des Nations Unies (tels que la Journée internationale de la femme, la Journée mondiale de la santé, le 1^{er} mai et la Journée mondiale de la lutte contre le sida) afin de mettre en exergue les principaux enjeux et de faire le lien avec la nécessité de protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement au sein exclusivement et de l'ériger parmi les mesures clés à adopter pour réduire de 13 % le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.

L'Association a renforcé ses liens avec UNICEF Malaisie au cours de la période considérée, dans un premier temps, pour faciliter l'élaboration d'initiatives d'évaluation entre pairs parmi les groupes locaux de soutien aux femmes et plus récemment, en 2011, dans le cadre de la réalisation d'un petit projet vidéo multimédia de l'Association axé sur la mobilisation des jeunes à travers les arts et l'engagement intergénérationnel en faveur de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les actions de l'Association mondiale en faveur de l'allaitement maternel se fondent sur les Déclarations Innocenti sur la protection, la promotion et l'encouragement de l'allaitement au sein (1990 et 2005) et la Stratégie globale. Ces actions et les activités essentielles du secrétariat de l'Association découlent de l'inquiétude liée au non-respect des droits de l'homme, du droit de l'enfant à une alimentation suffisante, aux soins de santé et à la survie, tels qu'ils sont énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le droit des femmes à la procréation. Elles contribuent particulièrement à la réalisation des objectifs du

Millénaire pour le développement 4 et 5, qui visent la réduction de la mortalité de l'enfant et l'amélioration de la santé maternelle, ainsi que les objectifs du Millénaire pour le développement 3 et 1. L'Association et ses partenaires clés, à savoir toutes les organisations en faveur de l'allaitement maternel de premier ordre sur le plan international, l'Académie de la médecine liée à l'allaitement maternel (Academy for Breastfeeding Medicine), le Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile, l'Association internationale des consultants en lactation (International Lactation Consultant Association), la Leche League International and Wellstart International, fonctionnent et coopèrent sur la base du fait que la réalisation de ces objectifs du Millénaire nécessite d'augmenter le taux d'allaitement maternel précoce, exclusif et continu et de protéger, promouvoir et soutenir cette pratique dans le cadre de l'autonomisation de la femme, des droits et de la santé en matière de sexualité et de procréation, de l'égalité des sexes et de la réduction de la pauvreté.

14. Association mondiale des grandes métropoles

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

L'Association mondiale des grandes métropoles est la principale organisation internationale de villes et de régions métropolitaines de plus d'un million d'habitants. Créée en 1985, l'association Metropolis rassemble des membres du monde entier a pour ambition de constituer une instance internationale où les grandes villes et les régions métropolitaines puissent examiner les problèmes qui leur sont communs. Metropolis gère aussi la section métropolitaine des Cités et Gouvernements Locaux Unis.

Objectifs, mission et principales activités

Metropolis entend construire un réseau d'initiatives réunissant les gouvernements métropolitains et leurs partenaires afin d'encourager la mise en œuvre en partenariat de projets pour le développement urbain durable, envisagé à la fois sous ses dimensions environnementale, économique, sociale et culturelle.

Contribution à des activités des Nations Unies

Lors du cinquième Forum urbain mondial qui s'est tenu du 22 au 26 mars 2010 (Rio de Janeiro, Brésil), Metropolis a organisé un atelier régional stratégique sur le Fonds mondial pour le développement des villes, le 25 mars et un atelier pour la FAO intitulé « Sécurité alimentaire : combler le fossé entre les milieux urbains et ruraux », le 24 mars. Metropolis a participé à la réunion du Comité consultatif des Nations Unies sur les autorités locales, organisée le 23 mars.

Metropolis a participé à la table ronde « Villes d'apprentissage », organisée par ONU-Habitat et le Ministère espagnol des travaux publics à Barcelone, les 20 et 21 octobre 2011.

Lors du dixième Congrès mondial de Metropolis, organisé à Porto Alegre (Brésil), Metropolis a coorganisé la session intitulée « Un dialogue urbain », qui s'est tenue le 23 novembre 2011, avec le Comité consultatif des Nations Unies sur les autorités locales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2008, des représentants de l'Association ont participé aux réunions suivantes : cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, du 25 février au 7 mars, à New York; au quatrième Forum urbain mondial, du 3 au 6 novembre à Nanjing (Chine); à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, du 1^{er} au 12 décembre, à Poznan (Pologne).

En 2009, des représentants de l'Association ont participé aux réunions suivantes : cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, les 2 et 3 mars, à New York; vingt-deuxième session du Conseil d'administration d'ONU-Habitat, du 30 mars aux 3 avril, à Nairobi; première réunion du Comité directeur de la Campagne urbaine mondiale, du 12 au 14 octobre, à Barcelone (Espagne); deuxième réunion du Comité directeur de la Campagne urbaine mondiale, du 8 au 9 décembre, à Paris.

En 2010, des représentants de l'Association ont participé aux réunions suivantes : réunion du Groupe d'experts portant sur l'Initiative des 100 villes, du 26 au 28 janvier, à Nairobi; cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, du 1^{er} au 12 mars, à New York; cinquième Forum urbain mondial, du 22 au 26 mars, à Rio de Janeiro (Brésil); Comité consultatif des Nations Unies sur les autorités locales, le 23 mars à Rio de Janeiro; troisième réunion du Comité directeur de la Campagne urbaine mondiale, le 20 mars à Rio de Janeiro; quatrième réunion du Comité directeur de Campagne urbaine mondiale, du 30 mai au 2 juin, à Alicante (Espagne); cinquième réunion du Comité directeur de Campagne urbaine mondiale, du 8 au 10 octobre, à Shanghai (Chine).

En 2011, des représentants de l'Association ont participé aux réunions suivantes : cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, du 22 février au 4 mars, à New York; vingt-troisième session de la réunion du conseil d'administration d'ONU-Habitat et du Comité consultatif des Nations Unies sur les autorités locales, du 10 aux 15 avril, à Nairobi; sixième réunion du Comité directeur de la Campagne urbaine mondiale, du 6 au 8 septembre, à Amsterdam (Pays-Bas).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Membre du Comité directeur la Campagne urbaine mondiale, dirigé par ONU-Habitat
- Partenariat avec la campagne « Rendre les villes résilientes », dirigée par la Stratégie internationale de prévention des catastrophes
- Collaboration avec ONU-Habitat en faveur du réseau mondial pour des villes plus sûres

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Metropolis a collaboré en tant que Section métropolitaine des Cités et Gouvernements Locaux Unis sur la Campagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et œuvre actuellement en faveur du processus visant les objectifs du Millénaire pour le développement.

15. Organisation mondiale de la famille

Statut consultatif général : 1948

Introduction

L'Organisation mondiale de la famille (UIOF) revêt une dimension internationale, dont l'objectif principal est de représenter les familles du monde entier à tous les niveaux, de défendre leurs intérêts et d'agir à leurs côtés et pour elles face aux gouvernements et la communauté internationale.

Objectifs, mission et principales activités

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'objectif de l'Organisation mondiale de la famille est de représenter les familles du monde entier à tous les niveaux, de défendre leurs intérêts et d'agir à leurs côtés et pour elles face aux gouvernements et la communauté internationale. Eu égard au processus consultatif et à l'Organisation des Nations Unies, l'organisation fait office de coordinateur entre à la fois les aspirations et les résultats des familles et le travail réalisé pour eux au niveau de l'Organisation des Nations Unies.

Changements à signaler : élection de nouveaux membres du Conseil d'administration pour le mandat constitutionnel, organisée lors de la 23^e session de l'Assemblée générale quadriennale, organisée le 3 décembre 2009, organisée à Istanbul, aux fins du 17^e Mandat constitutionnel 2009-2013. Des informations sur les membres du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web, à l'adresse suivante : <http://worldfamilyorganization.org/about-executive.html>.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a participé activement à l'examen ministériel annuel et au Forum de développement du Débat de haut niveau du Conseil économique et social en 2008, 2009, 2010 et 2011 à New York et à Genève, ainsi qu'à des manifestations organisées en marge du Débat de haut niveau du Conseil économique et social en 2008, 2009, 2010 et 2011.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2008, 2009, 2010 et 2011, l'organisation a participé à la quarante-sixième, quarante-septième, quarante-huitième et quarante-neuvième sessions de la Commission du développement social au Siège de l'Organisation des Nations Unies et à la cinquante-deuxième, cinquante-troisième, cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions de la Commission de la condition de la femme. Elle a aussi célébré la quatorzième, la quinzième, la seizième et la dix-septième Journée internationale des familles des Nations Unies. Du 20 au 22 septembre 2010, elle a participé à la soixante-cinquième Réunion plénière de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Organisation mondiale de la famille collabore avec le Comité des ONG de l'UNESCO dans le domaine de l'Éducation pour tous. Elle coopère avec l'OMS sur le programme de Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant. Elle collabore avec l'Organisation internationale du Travail aux fins de la promotion

du travail décent. L'Organisation mondiale de la famille collabore aussi avec le Programme des Nations Unies sur la famille.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Organisation mondiale de la famille a inclus dans ses Cadres stratégiques 2006-2009 et 2010-2013, des programmes et des projets qui doivent être développés avec ses membres, portant sur la mise en œuvre des objectifs du Millénaire du développement au niveau local. En 2008, 2009, 2010 et 2011, l'Organisation a organisé son Sommet mondial de la famille, axé sur le thème du Conseil économique et social pour l'année suivante, ainsi que sur les objectifs du Millénaire pour le développement et sur la famille, qui a permis d'aboutir à la publication d'une Déclaration.

Autres initiatives

Réunion qui s'est tenue quatre ans après le Sommet mondial de la famille en 2008, au Caire, sur le thème « Des vies en jeu : mobilisation mondiale pour réaliser les objectifs 4 et 5 du Millénaire pour le développement »; réunion qui s'est tenue cinq ans après le Sommet mondial de la famille en 2009, à Istanbul (Turquie) sur le thème « Des familles en jeu : Réaliser l'égalité des sexes et autonomisation des femmes, une approche en faveur de l'objectif du Millénaire pour le développement 3 »; réunion qui s'est tenue six ans après le Sommet mondial de la famille, en 2010, sur le thème « Familles en équilibre : promouvoir les objectifs de l'éducation pour tous »; mobilisation mondiale pour réaliser l'objectif 2; réunion qui s'est tenue sept ans après le Sommet mondial de la famille sur le thème « Des familles en jeu : Progresser vers le développement durable; faire du travail décent et de la protection sociale une réalité mondiale pour tous les membres de la famille ».

En 2008, 2009, 2010 et 2011, l'Organisation mondiale de la famille, en collaboration avec le Bureau de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination, le Service des organisations non gouvernementales et la Division du développement durable ont organisé une manifestation parallèle auprès du débat de haut niveau du Conseil économique et social afin de présenter la Déclaration du Sommet mondial de la famille, assortie des recommandations aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au niveau local et au sein de la famille.

Informations complémentaires

L'Organisation mondiale de la famille a continué d'œuvrer activement dans le respect de son Cadre stratégique 2010-2013, incluant la poursuite du cycle annuel du Sommet mondial de la famille, de la participation active au débat de haut niveau du Conseil économique et social et à d'autres conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux partenariats et projets de planification et d'exécution du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets visant à diffuser les objectifs du Millénaire pour le développement au niveau local et au sein de la famille et à faciliter l'adoption de nouveaux programmes fondés sur le nouveau cycle du développement durable.